

Directeur de publication : Anthony Requin

n° 325 • Juin 2017

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR>

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

L'AFT a modulé depuis janvier son rythme d'émissions, tout en pourvoyant pleinement aux besoins de financement de l'État

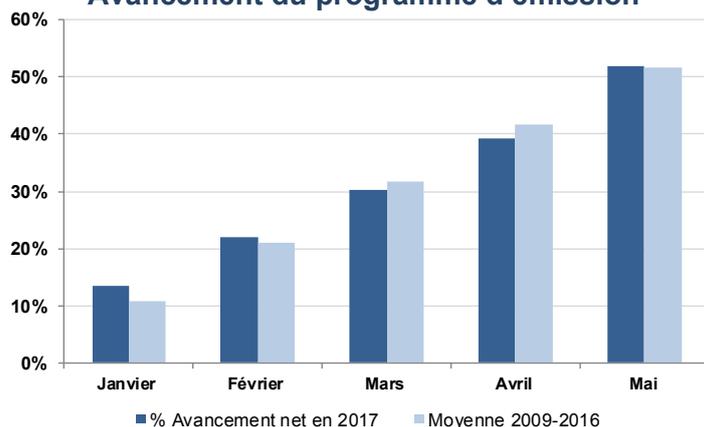
Conformément à ses principes d'action usuels, l'AFT a adapté son rythme d'émissions de dette à moyen et long terme sur le premier semestre de l'année 2017, pour tenir compte des fluctuations de la demande et de la volatilité des taux observées en amont des élections présidentielles françaises. Cette flexibilité a permis de s'adapter aux conditions de marché sans peser sur l'exécution de son programme d'émissions de l'année. L'AFT a ainsi réalisé à fin mai 104,1 milliards d'euros d'émissions et racheté des titres venant à échéance en 2018 et 2019 pour un total de 8,1 milliards d'euros entre janvier à mai, soit un taux d'exécution de 51,90 % de son programme, niveau proche de ceux observés les années précédentes à la même date. Par comparaison, sur la période courant de 2009 à 2016, ce taux de réalisation s'établissait en moyenne à 51,70 % à ce stade de l'année.

Afin de répondre à une demande naturellement élevée en début d'année, l'AFT avait en effet adjugé 20,25 milliards d'euros d'OAT dès le mois de janvier (offres non compétitives comprises) auxquels se sont ajoutés 7 milliards d'euros d'OAT vertes syndiquées. La large avance associée à ces émissions de janvier a permis de réduire le volume d'émissions entre février et avril, période marquée par un regain de volatilité et par l'attentisme de certains investisseurs en amont des élections présidentielles françaises, qui ont temporairement réduit le niveau de demande pour les titres d'État français.

Par contraste, le retour d'une forte demande dès l'issue du premier tour des élections présidentielles françaises a permis à l'AFT de réajuster à la hausse ses volumes d'adjudications, et de répondre à l'appétit exprimé par les investisseurs, notamment sur la partie longue de la courbe des taux en émettant le 16 mai sa nouvelle OAT à 30 ans, l'OAT 2,00 % 25 mai 2048 syndiquée pour un montant de 7 milliards d'euros, qui constitue un record pour ce point de courbe.

Tout en ajustant au plus près ses émissions aux fluctuations de la demande exprimée par les investisseurs, l'AFT est ainsi parvenue à pourvoir sans heurt aux besoins de financement de l'État au premier semestre 2017, et à tenir les deux opérations syndiquées – OAT verte et OAT 30 ans – annoncées dans son programme de financement pour 2017. En juin, l'AFT a pu à nouveau émettre 19,7 milliards d'euros d'OAT par adjudications.

Avancement du programme d'émission



Source : Agence France Trésor



À court terme, la faiblesse de l'inflation, une BCE plus accommodante et la faible volatilité favorisent le marché obligataire souverain européen

Alors que les marchés étaient guidés par la perception d'une BCE relativement *hawkish* (pré-réunion du 8 juin) et un *newsflow* macroéconomique positif en zone euro, le repli des anticipations d'inflation européenne entre fin février et début juin (de 1,75 % à 1,52 % pour les swaps d'inflation 5 ans dans 5 ans) sur fond de chute du prix du pétrole (de \$56 à \$47 pour le *brent*) et de baisse des taux longs américains ont tiré à la baisse les taux souverains en zone euro. Ainsi, le taux à 10 ans allemand a continué d'évoluer dans une fourchette valide depuis novembre dernier, entre 0,15 % et 0,50 %, et affiche actuellement un niveau intermédiaire de 0,30 %. La totalité du trimestre a été marquée par une forte volatilité des spreads même si une nouvelle tendance semble se dégager. En effet, les résultats des élections françaises, la probabilité plus faible d'avoir un scrutin anticipé en Italie et une BCE perçue comme plus *dovish* par les investisseurs, sont venus soutenir l'appétit pour les dettes de la périphérie de la zone euro, et de façon plus globale les stratégies de portage. Les titres portugais et dans une moindre mesure italiens ont notamment profité de cette nouvelle tendance qui devrait se poursuivre à minima jusqu'au prochain meeting de la BCE du 20 juillet.

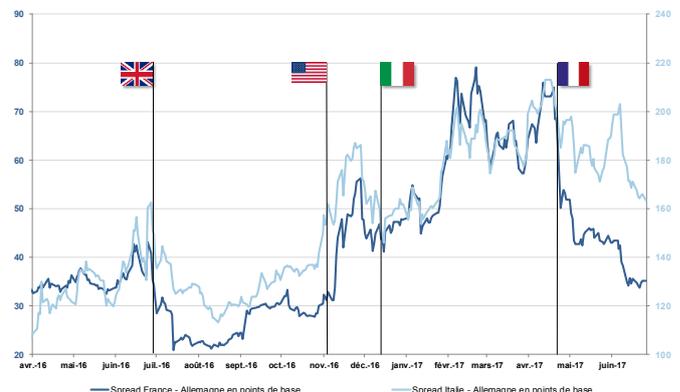
En effet, avec une inflation du mois de juin qui pourrait baisser de 1,4 % à 1,1-1,2 % (sous l'hypothèse d'un prix du Brent à \$47 d'ici la fin du mois) et des émissions souveraines nettes ajustées du PSPP (*Public Sector Purchase Programme*) favorables en juillet (de -52 milliards d'euros), il est probable que le contexte de marché reste favorable pour la grande majorité des souverains européens à court terme. Cela implique : i) davantage d'aplatissement des parties longues des courbes souveraines *core*, ii) à minima une stabilité des spreads au sein des pays cœur de la zone euro, voire une poursuite de la surperformance de la dette française grâce au retour de l'appétit des investisseurs non-résidents; et iii) un regain d'appétit pour la périphérie (notamment sur la zone 3-5 ans), via la mise en place de stratégies de portage. Dans ce contexte, on pourrait ainsi revoir une pente 10-30 ans allemande passer sous la barre de 75pb (points de base), la dette française traiter à 25-30pb contre *Bund* à 10 ans et l'Italie afficher un rendement contre Allemagne de 155pb sur la même maturité. Sur un horizon plus long, la donne pourrait toutefois être bien différente.

Vers une réouverture de spreads et pentification des courbes à horizon 3-6 mois

Outre la remontée du Brent à 60 dollars envisagée dans notre scénario à horizon septembre, l'annonce potentielle par la BCE d'un recalibrage de son APP (*Asset Purchase Programme*, baisse de 20 milliards d'euros effective à partir de janvier 2018 dans le scénario Natixis) viendrait fragiliser un marché cher en termes de valorisation, et qui avait fait le pari d'une banque centrale gardant un biais *dovish*. Dès lors, la totalité de la courbe allemande, comme ce fut le cas pour la courbe US Treasury en 2013, pourrait en souffrir, cet épisode de remontée des taux aboutissant également à une repentification de la courbe. Le *Bund* 10 ans, qui affiche actuellement un niveau de 0,27 %, terminerait ainsi l'année 50pb plus haut, à 0,75 %, tandis que les taux allemands 2 ans et 30 ans convergeraient vers des niveaux respectifs de -0,45 % et 1,65 %. À noter que l'essentiel de la pentification de la courbe allemande, dans ce scénario, se concentrerait sur le segment 2-5 ans tandis que le 10-30 ans serait plafonné à 85-90pb sur le même horizon. Compte tenu du caractère relativement serré des spreads OAT-*Bund*, les titres français subiraient des hausses de taux similaires à celles observées côté allemand. Ainsi, le taux 10 ans français terminerait l'exercice 2017 sur un niveau de 1,10 %, soit le niveau maximal atteint au premier trimestre 2017.

L'annonce d'une nouvelle baisse de l'APP (principalement du PSPP qui représente près de 85 % du programme d'achats) se solderait également par une réouverture temporaire des spreads souverains pour la totalité des émetteurs. L'Italie et dans une moindre mesure l'Allemagne resteront au centre de l'attention avec leurs élections respectives, le scrutin outre-Rhin ne représentant toutefois pas un risque pour les titres allemands.

Spreads de taux souverains 10 ans contre Allemagne



Source : Bloomberg

Disclaimer : Ce document d'informations est strictement confidentiel et s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels ou d'investisseurs qualifiés. Il ne peut être divulgué à un tiers sans l'accord préalable et écrit de Natixis. Si vous receviez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à l'expéditeur. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer. Ni Natixis, ni ses affiliés, directeurs, administrateurs, employés, agents ou conseils, ni toute autre personne ne doit accepter d'être responsable à l'encontre de toute personne du fait de la distribution, possession ou remise de ce document dans ou à partir de toute juridiction. Les avertissements complets concernant les publications Natixis sont accessibles vers ce lien : <https://www.research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/DisclaimerGeneral>

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.

Calendrier indicatif d'adjudication

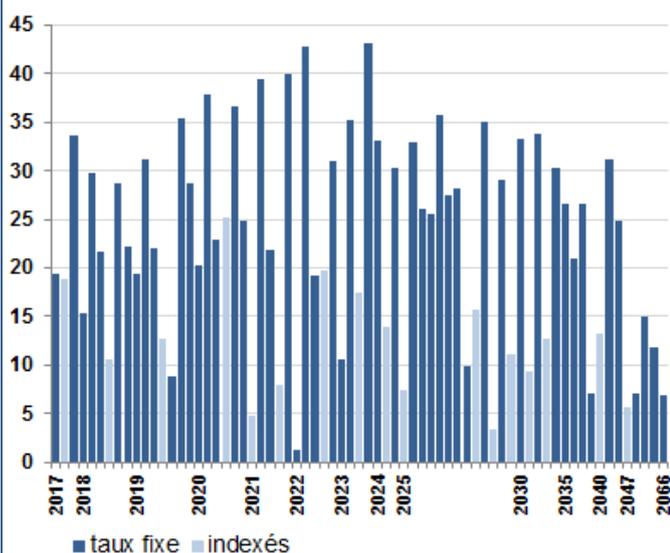
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juillet 2017	date d'adjudication	3	10	17	24	31	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	26	2/8	24	10	24
Août 2017	date d'adjudication	7	14	21	28	/	3	3	3
	date de règlement	9	17	23	30	/	7	7	7

adjudications optionnelles

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 mai 2017

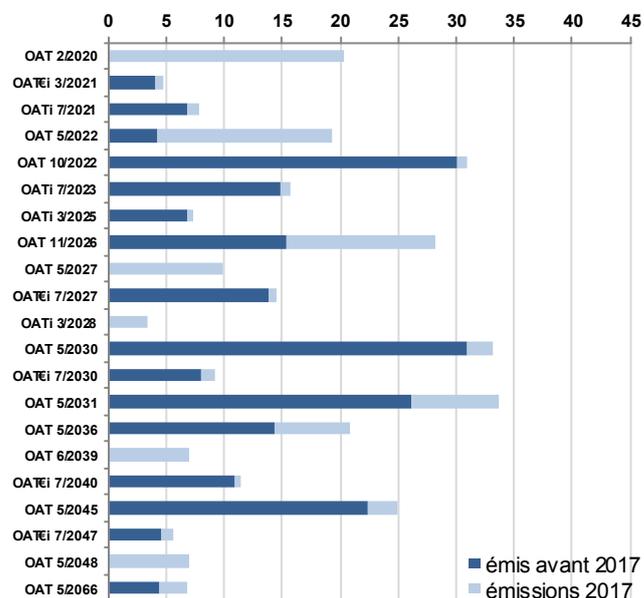
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 mai 2017

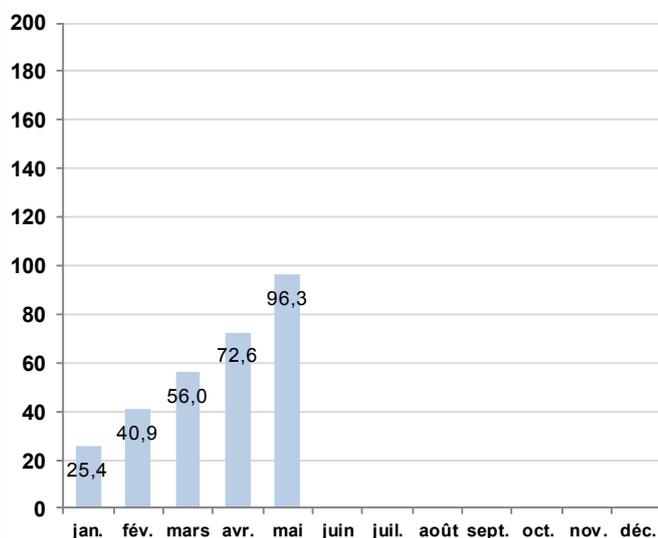
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 mai 2017

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 mai 2017

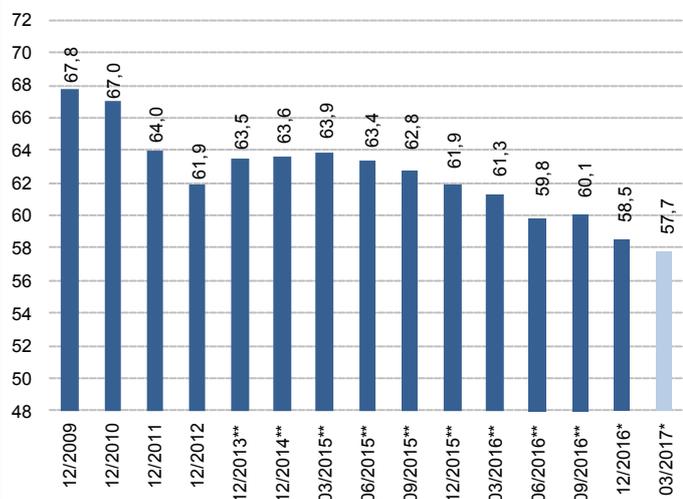
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
juin-17	0,1	
juil-17	3,2	38,2
août-17		
sept-17		
oct-17	14,8	33,7
nov-17	1,3	
déc-17		
janv-18		
févr-18		15,3
mars-18	0,0	
avr-18	14,2	29,8
mai-18	4,9	21,7

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 1^{er} trimestre 2017

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché

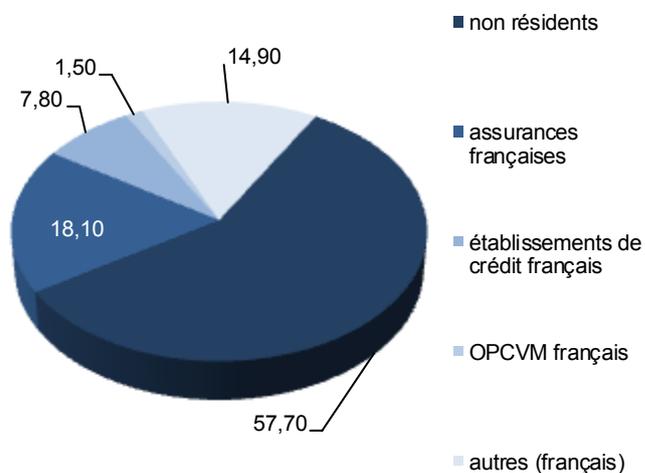


* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel
Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 1^{er} trimestre 2017

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 mai 2017

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 541 361 540 936
Encours démembré	62 216 209 100
Durée de vie moyenne	8 ans et 126 jours
Total Dette à Court Terme	149 735 000 000
Durée de vie moyenne	120 jours
ENCOURS TOTAL	1 691 096 540 936
Durée de vie moyenne	7 ans et 232 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 mai 2017

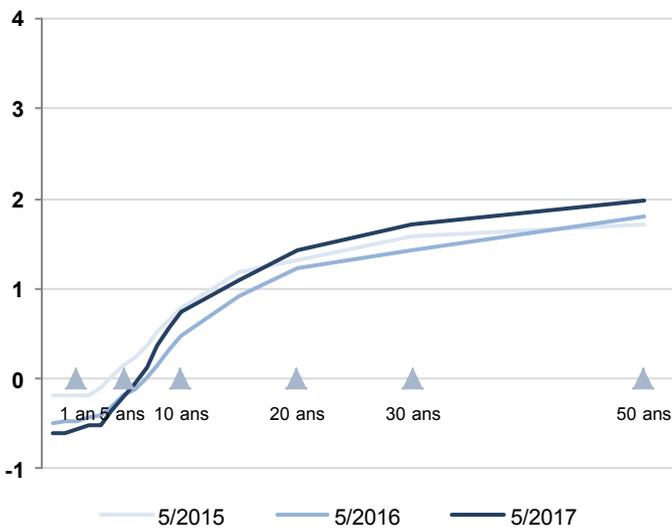
En milliards d'euros

	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016	Fin avril 2017	Fin mai 2017
Encours de la dette négociable	1 528	1 576	1 621	1 663	1 691
dont titres indexés	189	190	200	207	210
Moyen et Long Terme	1 352	1 424	1 487	1 516	1 541
Court Terme	175	153	134	147	150
Encours de swaps	6	6	1	1	1
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
après swaps	363 jours	47 jours	195 jours	221 jours	232 jours
avant swaps	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
après swaps	362 jours	47 jours	195 jours	221 jours	232 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

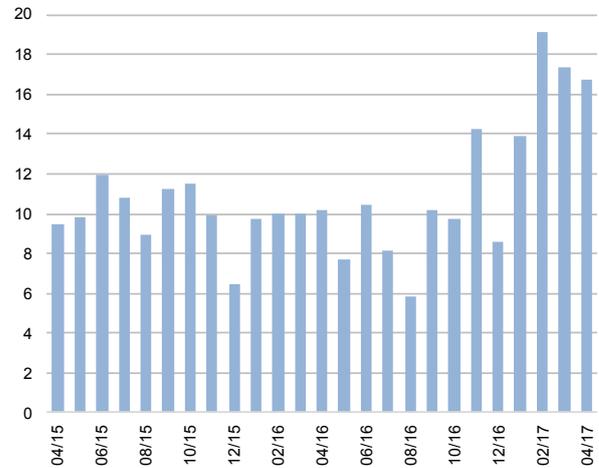
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

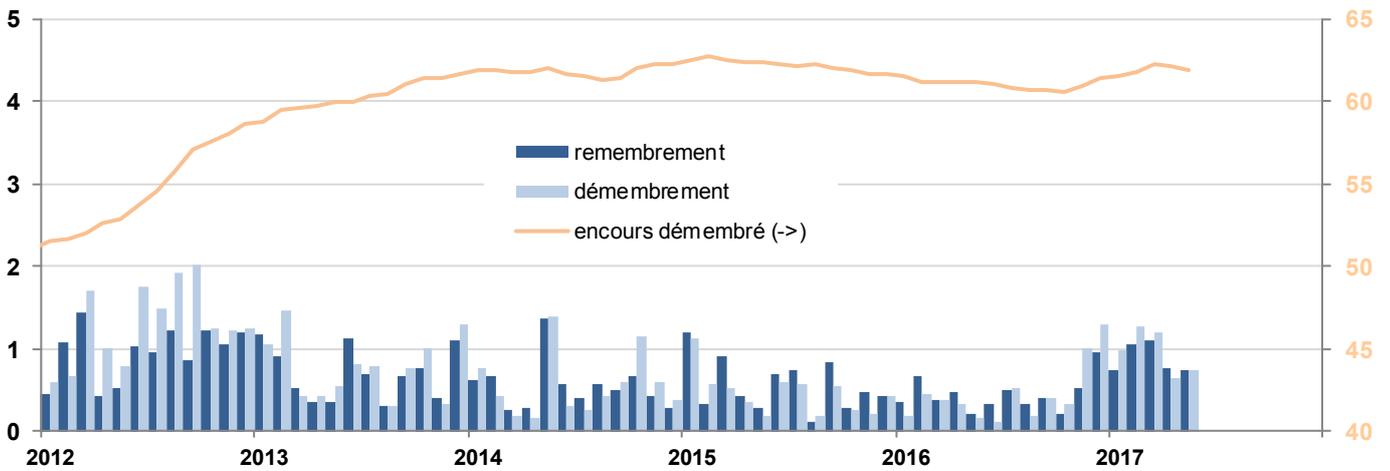
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

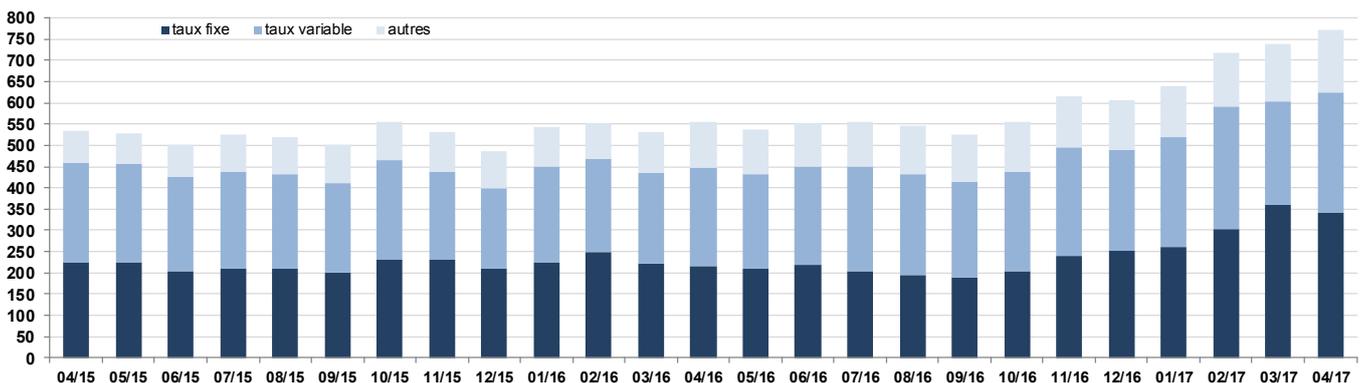
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 mai 2017

	Échéance	Encours (€)
BTF	8 juin 2017	5 267 000 000
BTF	14 juin 2017	7 183 000 000
BTF	21 juin 2017	4 571 000 000
BTF	28 juin 2017	6 546 000 000
BTF	5 juillet 2017	7 990 000 000
BTF	12 juillet 2017	7 113 000 000
BTF	19 juillet 2017	3 979 000 000
BTF	26 juillet 2017	7 187 000 000
BTF	2 août 2017	6 682 000 000
BTF	9 août 2017	8 325 000 000
BTF	17 août 2017	5 088 000 000
BTF	23 août 2017	7 553 000 000
BTF	30 août 2017	5 465 000 000
BTF	13 septembre 2017	5 871 000 000
BTF	27 septembre 2017	6 010 000 000
BTF	11 octobre 2017	6 152 000 000
BTF	25 octobre 2017	5 498 000 000
BTF	8 novembre 2017	6 440 000 000
BTF	6 décembre 2017	8 412 000 000
BTF	31 janvier 2018	7 467 000 000
BTF	28 février 2018	7 133 000 000
BTF	28 mars 2018	6 272 000 000
BTF	25 avril 2018	5 795 000 000
BTF	24 mai 2018	1 736 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2017–2020) au 31 mai 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2017	71 814 737 020			
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	19 340 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	18 784 737 020 (1)	1,14583	16 394 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	33 690 000 000			0
	Échéance 2018	128 248 876 700			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	15 284 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	29 812 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	21 666 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	10 529 876 700 (1)	1,05420	9 988 500 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	28 692 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			15 000 000
	Échéance 2019	158 087 879 288			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	19 313 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 128 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	21 960 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 659 359 400 (1)	1,07831	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 591 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	36 126 995 (2)		6 692 154	–
	Échéance 2020	167 682 251 400			
FR0013232485	OAT 0% 25 février 2020	20 320 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	25 122 251 400 (1)	1,23694	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2016 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2021 et plus) au 31 mai 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
Échéance 2021		113 803 898 780			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	4 743 538 780 (1)	1,01401	4 678 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	21 852 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	7 965 360 000 (1)	1,02120	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
Échéance 2022		113 881 847 680			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			463 268 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	42 703 000 000			0
FR0013219177	OAT 0% 25 mai 2022	19 248 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 714 907 690 (1)	1,09961	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 972 000 000			0
Échéance 2023		106 462 044 953			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 387 540 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	17 433 849 050 (1)	1,11079	15 695 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	43 185 000 000			428 585 000
Échéance 2024		77 392 863 140			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	14 022 863 140 (1)	1,02973	13 618 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
Échéance 2025		91 947 955 638			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	7 466 027 520 (1)	1,01248	7 374 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			2 999 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
Échéance 2026		91 560 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			0
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	28 224 000 000			0
Échéance 2027		60 648 751 180			
FR0013250560	OAT 1% 25 mai 2027	9 865 000 000			0
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	15 754 751 180 (1)	1,08362	14 539 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
Échéance 2028		3 463 910 720			
FR0013238268	OATi 0,1% 1 mars 2028	3 438 741 600 (1)	1,01080	3 402 000 000	0
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	25 169 120 (3)		46 232 603	-
Échéance 2029		40 152 014 347			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 191 719 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	11 060 133 889 (1)	1,26631	8 734 144 000	0
Échéance 2030		42 594 361 000			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	33 208 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	9 386 361 000 (1)	1,01650	9 234 000 000	0
Échéance 2031		33 749 000 000			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	33 749 000 000			103 000 000
Échéance 2032		43 017 647 400			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 733 324 800 (1)	1,25328	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	30 284 322 600			11 661 857 400
Échéance 2033 et plus		196 853 501 690			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			5 038 967 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	20 894 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 902 811 400
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	7 000 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	13 319 349 890 (1)	1,16093	11 473 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	31 111 000 000			7 282 439 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	24 908 000 000			1 181 600 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	5 720 151 800 (1)	1,01170	5 654 000 000	0
FR0013257524	OAT 2% 25 mai 2048	7 000 000 000			0
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 497 588 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			6 318 384 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	6 845 000 000			106 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2017 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,8%	04/2017
Consommation des ménages*, glissement annuel	1,5%	05/2017
Taux de chômage (BIT)	9,6%	03/2017
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,8%	05/2017
ensemble hors tabac	0,8%	05/2017
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,5 Md€	04/2017
" " "	-4,8 Md€	03/2017
Solde des transactions courantes, cvs	-3,1 Md€	04/2017
" " "	-2,1 Md€	03/2017
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,80%	30/6/2017
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,33%	27/6/2017
Euro / dollar	1,1413	29/6/2017
Euro / yen	128,59	29/6/2017

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

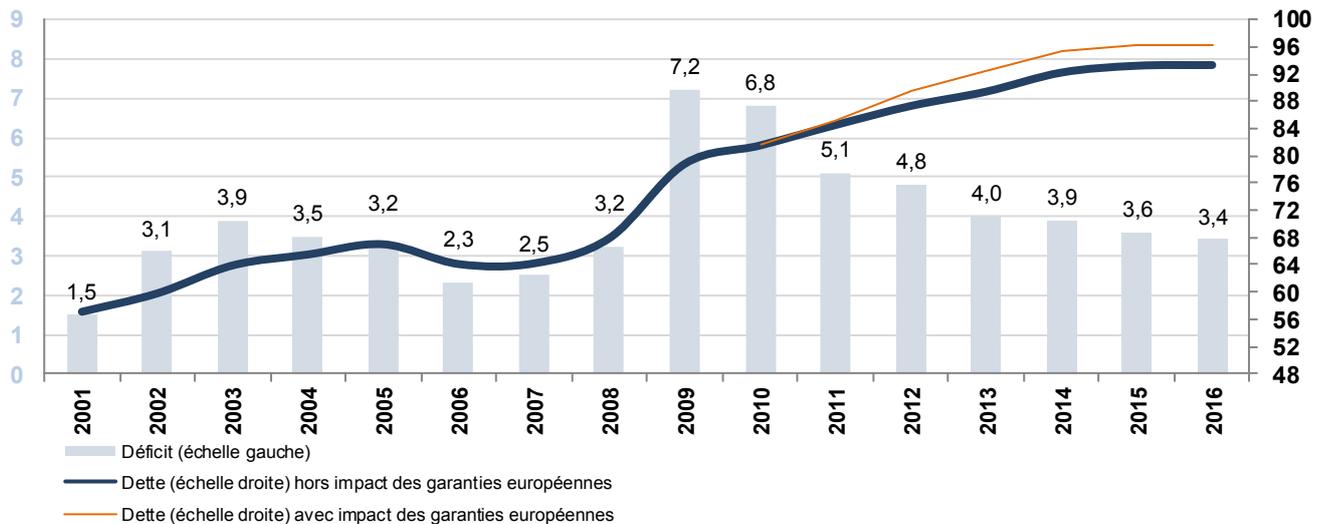
En milliards d'euros

	2015	2016	niveau à la fin avril		
			2015	2016	2017
Solde du budget général	-72,15	-75,85	-41,65	-32,82	-34,26
Recettes	299,66	303,97	93,33	98,51	100,25
Dépenses	371,80	379,82	134,98	131,33	134,51
Solde des comptes spéciaux du Trésor	1,62	6,80	-18,19	-23,64	-23,67
Solde général d'exécution	-70,52	-69,06	-59,84	-56,46	-57,93

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

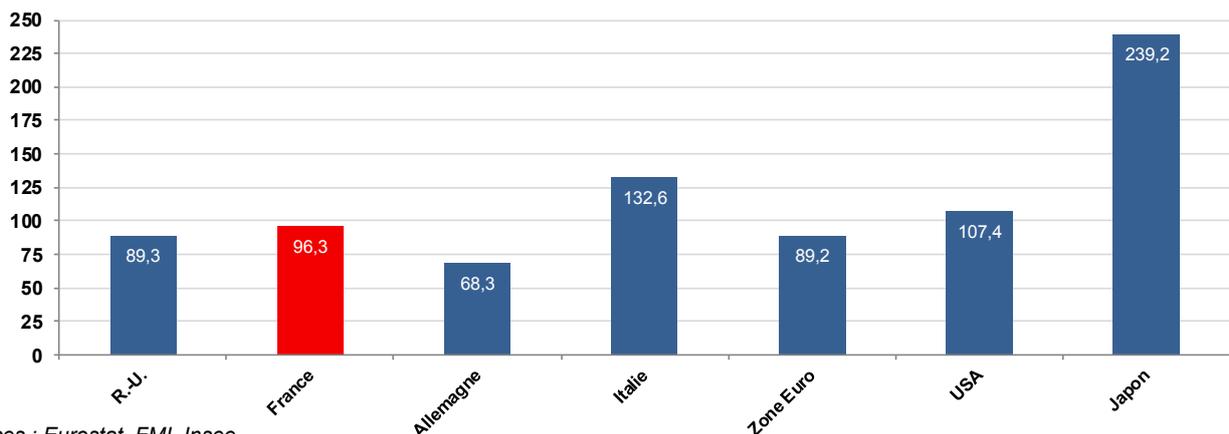
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dette des administrations publiques en 2016

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

Calendriers des indicateurs économiques français

Juillet 2017		Août 2017	
 7	Commerce extérieur en valeur en mai	 8	Commerce extérieur en valeur en juin
 7	Production industrielle : indice de mai	 8	Balance des paiements en juin
 7	Balance des paiements en mai	 10	Production industrielle : indice de juin
 13	Prix à la consommation : indice de juin	 11	Prix à la consommation : indice de juillet
 13	Réserves nettes de change en juin	 11	Estimation flash de l'emploi salarié : 2017 T2
 17	Inflation (IPCH) : indice de juin	 14	Réserves nettes de change en juillet
 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juillet	 17	Inflation (IPCH) : indice de juillet
 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de juillet	 24	Investissements dans l'industrie : enquête de juillet
 25	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de juin	 24	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'août
 25	Demandeurs d'emploi en juin	 24	Demandeurs d'emploi en juillet
 26	Conjoncture auprès des ménages : enquête de juillet	 25	Conjoncture auprès des ménages : enquête d'août
 28	Comptes nationaux trimestriels : première estimation 2017 T2	 29	Consommation des ménages en biens en juillet
 28	Consommation des ménages en biens en juin	 29	Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation 2017 T2
 28	Construction de logements en juin	 29	Construction de logements en juillet
		 31	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de juillet

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.